



En grève et en service

POLICE

Les policiers ont répondu à l'appel à la grève lancé par leurs syndicats ce mercredi. Ils se mobilisent devant l'hôtel de police de Bordeaux.

► C'est le *Black out*. De nombreux commissariats tournent au ralenti. Les policiers ont décidé de faire entendre leurs inquiétudes et de défendre leur régime spécial de retraite qui les autorise à raccrocher les menottes dès l'âge de 57 ans.

Le mouvement entamé hier est ponctué d'actions « coup de poing ». Ils étaient ainsi une centaine, à midi, rassemblés devant l'hôtel de police de Bordeaux à répondre à l'appel des syndicats Alliance Police, Unsa-Police et Unité-SGP. Jordan Dusseau, délégué de l'Unsa33, le reconnaît, l'objectif est de sensibiliser le grand public à cette cause. « Aujourd'hui, on a l'impression de hurler devant un mur et que tout le monde s'en fiche. »

La peur paralyse la mobilisation

En interne, les syndicats ont installé un stand dans la cour intérieure de l'hôtel de police pour accueillir les fonctionnaires, afin qu'ils puissent échanger. « C'est un peu

notre rond-point à nous », ironise Jordan Dusseau en faisant référence aux Gilets jaunes. Un rond-point pourtant bien vide... La mobilisation reste trop faible pour le syndicaliste : sur les 1 200 employés, seule une petite centaine était sortie sur le parvis du bâtiment. Pour lui, la raison est simple, « les policiers ont une crainte permanente. Nous sommes plus surveillés par les autorités que des citoyens normaux et les sanctions en interne peuvent être lourdes. »

Un pouvoir d'action limité

Pourtant, au-delà de la peur, certaines actions voient le jour pour illustrer le mécontentement. Le service minimum se traduit notamment par l'arrêt des « initiatives » : moins de patrouilles seront effectuées et les policiers se contenteront de répondre aux appels au 17. « Ça nous coûte », confie Jordan Dusseau. « On sait que quand on travaille moins, ce sont des victimes qui sont en danger et des drames qui se jouent. »

À l'inverse, un service maximum sera aussi mis en place dans d'autres

secteurs. Dans les aéroports par exemple, « sous la pression des compagnies low-cost, les contrôles doivent être de plus en plus courts. » Alors, les policiers envisagent de revenir à des contrôles individuels, qui prendraient trois fois plus de temps. « Ça embêterait les gens mais peut-être qu'ils comprendraient. »

Ne pas déposer les armes

Si l'opinion du grand public est importante, l'objectif reste avant tout de se faire entendre du gouvernement. Dans une lettre adressée aux syndicats le 4 décembre dernier, Christophe Castaner a assuré qu'un régime spécial serait conservé mais, en l'absence d'annonce concrète du Premier Ministre, d'autres actions pourraient voir le jour. Se gardant de prononcer le mot grève, les forces de l'ordre pourraient par exemple refuser de se déplacer ou de garantir l'ordre public, voire se mettre en arrêt maladie. Des gestes forts qui pourraient se multiplier.

Noa THOMAS @NoaThomas10
Léna TRICHET @LenaTrichet

Ils assurent des missions de sécurité, de santé ou de protection. Pas question pour eux de déserrer le terrain. Comment font-ils pour manifester leur colère, se faire entendre de leur hiérarchie, sensibiliser le public à leurs revendications ?

Alors qu'Edouard Philippe a présenté les grandes lignes du projet de réforme des retraites, rencontre avec des pompiers, des policiers et des internes bordelais.

CE QUE DIT LE DROIT

En France, le droit de grève n'est pas un droit absolu. Dès sa proclamation dans la Constitution de 1946, il est précisé qu'il peut être limité « dans le cadre des lois qui le réglementent ». Explications avec Gilles Auzero, professeur à l'Université de Bordeaux spécialisé en droit du travail et Pascal Caillaud, chargé de recherche CNRS en Droit du travail, collaborateur aux « Surligneurs ».

POLICIERS ET GENDARMES

Ils n'ont pas le droit de se mettre en grève. Affirmée en 1948 sur fond de Guerre froide, cette interdiction traduit la crainte que les forces de sécurité soutiennent un quelconque mouvement politique. Cette contrainte s'applique également à l'administration pénitentiaire, aux services de transmission du ministère de l'Intérieur et aux soldats. Contrairement aux policiers, les militaires n'ont pas de syndicats, mais suite à une condamnation de la France par la Cour Européenne des Droits de l'Homme, ils ont obtenu en 2014 le droit de constituer des « groupements professionnels ».

SANTÉ

Si les pompiers ont le droit de grève, ils doivent assurer un service minimum. Au nom de la sécurité et de la continuité du service public, ils peuvent faire l'objet d'une réquisition préfectorale. En cas de refus, ils risquent d'être licenciés pour faute grave. La situation est la même dans les établissements de santé fournissant un service public. La direction peut réquisitionner le personnel de santé gréviste. La grève s'inscrit alors sur les brassards, les camions ou les blouses.

TRANSPORTS

Pour pouvoir faire grève, les travailleurs des transports publics ou parapublics doivent déposer un préavis individuel. Cela permet à leur direction d'organiser et de répartir les effectifs en fonction des besoins pour, par exemple, assurer le routage sur les lignes les plus fréquentées. Les réquisitions sont possibles, mais restent rares, en raison de la charge politique du terme. En cas de refus, le gréviste encourt jusqu'à six mois d'emprisonnement et 10 000€ d'amende.

Pauline SENET @PaulineSenet

INTERNES

► « On a la corde au cou, la difficulté de faire grève est inhérente à la médecine. » Cette fois-ci, elle n'aura donc duré qu'une seule journée pour Zacharie Taouji. L'interne en gynécologie au CHU de Bordeaux, s'est mobilisé mardi dans le cadre du mouvement national lancé par l'Intersyndicale Nationale des Internes (Isni). Le dilemme est de taille. Service minimum oblige, la mobilisation doit être de courte durée. « Si aujourd'hui on ne fait pas la grève, c'est par soutien pour nos chefs qui en bavent aussi », reconnaît Zacharie. Manon, interne en gynécologie, renchérit : « quand on fait grève on perd une journée de salaire, soit 60 euros, c'est énorme pour nous. » Une perte non négligeable pour ces futurs médecins qui demandent une revalorisation salariale. Si mardi les médecins sont venus remplacer les internes, le professeur Barat, responsable de l'unité endocrinologie diabétologie pédiatrique, l'admet : « une fois c'est faisable pour le fonctionnement du service, mais tous les jours, impossible. » Pour

Martine⁽¹⁾, cadre de santé à l'Hôpital Saint André, « Au-delà d'une semaine il faudrait effectuer des assignations. » Une démarche justifiée pour Manon « il faut bien assurer le fonctionnement de l'hôpital. »

Sous pression

L'étudiante reconnaît que certains chefs de service sont compréhensifs mais « font des réflexions pour qu'au moins un interne soit présent. » Une pression qu'elle n'a pas subie à titre personnel mais qu'elle a pu observer. « Avec une spécialité très spécifique, l'étudiant est amené à croiser les mêmes chefs toute sa carrière. » Si un chef ne veut pas que ses étudiants soient absents, c'est « plus compliqué, les étudiants peuvent vite céder à la pression. » Julien Texier, vice-président de l'Association des Internes des Hôpitaux de Bordeaux (AIHB), le confirme. Il existe des « assignations officieuses de la part des chefs de services, ce qui est strictement interdit. »

Thérèse THIBON @TTThibon

⁽¹⁾ Les prénoms ont été changés



Rouages essentiels de l'hôpital public, les internes sont partagés entre leur volonté de faire grève et l'obligation d'assurer un service minimum.

POMPIERS

► Voilà six mois qu'ils arborent des vestes flanquées d'un bandeau « en grève ». À Bordeaux, les sapeurs-pompiers de la caserne de la Benauges sont des historiciens de la contestation girondine. Les grandes banderoles ornant la façade de leur quartier général rappellent l'insécurité de leur quotidien professionnel. Jour et nuit, un feu est alimenté par des palettes en bois parfois « livrées » par des cyclistes à remorque, sensibles aux luttes que mènent les soldats du feu. Sur leurs camions, les mots « en grève » peints sur les capots, les accompagnent sur leurs interventions. Signe que le sens du devoir prime. « On passe certes pour le petit village gaulois. Mais notre caserne répond à sa mission de service public » rappelle Fabrice⁽¹⁾, l'un des officiers.

Hiérarchie silencieuse

Depuis juin dernier, les pompiers ne lésinent pas sur les interventions dont ils déplorent le surnombre. C'est l'un des objets de leur mobilisation : la sursollicitation pour des problèmes qui ne sont pas leur ressort. Cette dernière vient s'ajouter à une prime de feu encore insuffisante (19 % contre 28 % pour les professions reconnues comme métier à risque), à une violence de tous les jours (plus de 450 agressions recensées depuis un an en Gironde) et à l'incertitude quant à leur retraite soumise à un régime spécial, aujourd'hui menacé. Voilà donc la liste de revendications qu'ils ont déposée au pied du sapin... En attendant que le Père Noël Christophe Castaner passe, ils luttent à leur façon. Ils se relaient pour faire grève, entre équipes de jour et de nuit, sans compter leurs heures. Un manque à gagner sur la fiche de paie. Impossible pour ces officiers d'exercer



Malgré un sentiment d'isolement de plus en plus vif, les sapeurs-pompiers de la caserne de la Benauges se mobilisent pour une meilleure reconnaissance et l'amélioration de leurs conditions de travail.

de toute façon une quelconque pression sur l'État. Regrettant pour la plupart le manque de soutien de leur hiérarchie. « Ils sont où nos capitaines, nos officiers de catégorie A ? » lance l'un d'eux. Pas de nouvelles du côté de la direction départementale. « Chez nous, on est entre 4 et 6 à se bouger par jour. On se rend bien compte quand les feuilles de grèves sont renvoyées par la préfecture que la caserne n'est pas mobilisée à 100 %. » Dans les hautes sphères de l'État, on pourrait cependant prendre ces problèmes à bras-le-corps. Ce mercredi 11 décembre, le Sénat s'est penché sur la problématique des violences et de la sur-sollicitation. Pour tenter d'éteindre ce brasier.

Alexis SOUHARD @AlexisSouhard

⁽¹⁾ Les prénoms ont été changés

LES ANNONCES DU GOUVERNEMENT

Le projet de réforme des retraites a été dévoilé par Edouard Philippe hier. Six points à retenir :

Valeur du point

Elle est fixée par les partenaires sociaux sous le contrôle du Parlement et ne pourra pas baisser.

Familles nombreuses

2% supplémentaires sont accordés aux parents de + de 3 enfants.

Retraite minimum

1 000€ net de pension assurés pour toute carrière passée au SMIC.

Femmes

Majoration de 5 % par enfant accordée à la mère à partir du 1^{er} enfant et non plus du 3^e comme avant.

Calendrier

Le projet de loi sera soumis au Conseil des ministres le 22 janvier puis discuté fin février au Parlement.

Policiers, gendarmes et pompiers

Maintien du système de bonification de leurs régimes spéciaux de retraite.

Amphis occupés, quid de la sécurité ?

À la Victoire, l'Université de Bordeaux reste occupée jour et nuit par des étudiants dénonçant une précarité grandissante. Comment la sécurité est-elle assurée ?

« Dès la fin de la première assemblée générale, on a discuté sécurité », lance Benoît, gilet jaune sur les épaules. Posté à l'entrée du bâtiment principal place de la Victoire, il veille sur les étudiants mobilisés qui occupent le site depuis le mercredi 4 décembre. « La journée, les visiteurs peuvent entrer comme ils le veulent. C'est notre principe, rester accueillants et ouverts à tous pour éviter les agressions. » La nuit, lorsque l'affluence diminue, ce n'est plus la même histoire. « On fait comme on peut. La plupart des étudiants ne dorment que deux heures, on met en place des barrages filtrants et une barre de fer est placée sur la porte pour être prévenus en cas d'intrusion. Mais entre 4 et 6 heures il n'y a quasiment plus personne, donc il faut se tenir éveillé », précise Pauline, assise à l'accueil du bâtiment pour indiquer aux visiteurs les salles qui restent ouvertes pour travailler.

Plusieurs craintes animent cette étudiante en deuxième année de sociologie qui se remet péniblement de cette froide nuit de décembre passée dans les amphithéâtres bordelais. L'appréhension d'un affrontement avec la police prédomine. « Le premier soir d'occupation, les forces de l'ordre se sont postées devant l'université avec leur fourgon. Avec quelques amis on a pris peur et on est passé par la fenêtre des toilettes pour sortir puisqu'il n'y a pas de sortie de secours. Il ne s'est rien passé finalement. » Elle ressent une pression psychologique constante exercée par les autorités. Les images de l'intervention musclée des CRS, un matin de mars 2018, pour déloger les étudiants mobilisés contre la loi Orientation et réussite (ORE) restent dans tous les esprits.

Étiquetés à gauche, les occupants des amphithéâtres de la Victoire s'inquiètent aussi de voir se produire dans leur faculté des agressions perpétrées par l'extrême droite.

Lors de la mobilisation contre la loi ORE en 2018, de violents affrontements avaient été menés par des groupuscules d'extrême-droite contre les étudiants mobilisés, à Lille, Strasbourg ou Montpellier. La menace existe aussi à Bordeaux. En mars 2014, un groupuscule se réclamant du groupe nationaliste et royaliste « Action française » avait violemment empêché la diffusion d'un film projeté à l'Université de Bordeaux 3 lors de la semaine du féminisme. Mais une semaine après le début de l'occupation, seule une intrusion a inquiété les étudiants. « Avant-hier soir, un homme est rentré dans le bâtiment, il a fait tout un cinéma puis a été mis dehors par les étudiants mobilisés » précise Pauline.

Sarah, étudiante en première année de sociologie, se satisfait de la présence de la PCSI, agence de sécurité mandatée par l'Université pour surveiller le campus. « Ils patrouillent discrètement autour du bâtiment, ils viennent prendre de nos nouvelles. » Au sein même de la fac, la crainte transparaît dans le discours de Pauline. « Des agressions sexuelles ont eu lieu il y a deux ans lors de l'occupation de Bordeaux Victoire. J'essaie de ne jamais venir dormir toute seule, je reste toujours avec mes amis. Même si on partage la même lutte, on ne connaît pas tout le monde ici. Il faut faire attention, il y a des prédateurs partout. »

Dany TOUGERON @DanyTougeron

Sexisme, attention

Les étudiants occupent depuis mercredi 4 décembre le site de la Victoire. Ils s'organisent pour prévenir d'éventuelles agressions sexuelles et libérer la parole des femmes.

« Occuper une fac lorsqu'on est une femme, c'est pas toujours facile. » Anna et Léna⁽¹⁾ en savent quelque chose.

Selon ces deux étudiantes, les filles osent souvent moins prendre la parole en assemblée générale (AG) que les hommes. Elles sont aussi plus susceptibles de subir des agressions sexuelles lors des mobilisations, surtout la nuit. Pour protéger les militantes qui dorment sur place, un dortoir est réservé aux femmes. Pourtant, un homme s'y réveille tout juste lors de notre visite... Une commission de sécurité surveille aussi les entrées dans la faculté et prévient d'éventuels débordements sexistes. Des mesures indispensables puisque « le sentiment d'insécurité des étudiantes pourrait nuire à notre mouvement », note Léna. Et d'étayer : « En avril 2018, les étudiants ont occupé la fac six semaines pour protester contre la sélection à l'Université. Des agressions sexistes ont suscité de la peur. Les femmes ont commencé à désertier les lieux la nuit et le mouvement s'est essouffé. »

La mixité en débat

Certaines AG sont également interdites aux hommes. La décision est controversée, précise Anna, mais « les militantes y sont plus à l'aise pour parler de ce qui les préoccupe. » Un choix conforté par Viviane Albenga, sociologue du genre et chargée de mission égalité femme-homme à l'Université Bordeaux Montaigne : « Les femmes sont historiquement peu visibles dans l'occupation de l'espace public. La seule AG à laquelle j'ai assisté à Bordeaux Montaigne était dominée par des discours assez agressifs et virilistes. » Pourtant, la moitié des étudiants mobilisés sont de la gent féminine, rappelle Anna.

Ce matin, la jeune femme est en charge de la zone « safe ». Un stand dans le hall de l'établissement destiné à écouter les femmes confrontées au sexisme au sein même du mouvement. « On va symboliser une agression physique ou verbale par une feuille qu'on accrochera au mur, pour rendre visibles ces violences cachées. » Là, les militants peuvent aussi déposer des produits d'hygiène : serviettes, tampons, préservatifs, dentifrice... « La précarité ne touchant pas que les étudiantes, on va distribuer ces produits à des femmes SDF », précise Anna.

Une solidarité historique

« Ce type de solidarité était déjà présent dans les années 68-70 », rappelle Viviane Albenga. « Les militantes peuvent être victimes d'agressions à caractère sexuel. La police en mai

68 leur frappait certaines parties du corps, elles recevaient des menaces de viol. »

Selon elle, si les groupes non-mixtes ont toujours existé, la demande est plus forte aujourd'hui. « Ces espaces étaient réclamés par des féministes aguerries dans les syndicats, les associations... mais les oppositions étaient fortes, même à gauche. Ces dernières années, le mouvement féministe est plus puissant et les jeunes filles se sentent légitimes à revendiquer ces réunions. » Ainsi, constate Viviane Albenga, « aujourd'hui, on évoque les dérives sexistes au sein même du militantisme. C'était moins le cas auparavant. »

Léa SURMAIRE @LSurmaire

⁽¹⁾ Les prénoms ont été changés



Une zone a été aménagée sur le campus de la Victoire pour écouter les femmes victimes de sexisme.

La grève ne fait pas toujours leur affaire



Marine Grelaud tient une friperie rue Sainte-Catherine.

« Mardi, pendant la manifestation contre la réforme des retraites, nous avons dû fermer la boutique durant quelques heures. Pour les commerçants, les défilés ne sont pas sans conséquences », constate Marine Grelaud, gérante d'un magasin de vêtements rue Sainte-Catherine. Pourtant, cet hiver, l'agitation commence à peine. Son impact sur l'activité commerciale du centre-ville est loin d'avoir l'ampleur de celui des Gilets jaunes. Ces derniers continuent de hanter l'esprit des commerçants. L'inquiétude se lit sur le visage de Marine : « C'est plus pour l'esprit fête. Que se passera-t-il si nos vitrines sont cassées ? » Un peu plus loin, Villar Patxi, restaurateur, a quant à lui anticipé le passage des manifestants : « Nous avons rentré tables et chaises, mais c'était plus par prévention. Nous nourrissons bien évidemment des craintes pour les jours à venir... » Pour Auders Daka, pas question d'avoir peur, et, ironie du sort, son restaurant a plutôt mieux marché en ce jour de défilé : « Pas mal de

concurrents ont fermé par peur des dégradations, la clientèle s'est rabattue chez nous. »

Mais ils sont rares, les commerçants bordelais à pouvoir tirer leur épingle du jeu en cas d'agitation sociale. Ainsi, la Chambre de commerce et d'industrie de Gironde et la Chambre de Métiers et de l'Artisanat avaient entamé en pleine crise des Gilets jaunes une opération de soutien au commerce local.

Mais tout le monde n'en a pas entendu parler. Villar Patxi en tête, qui mise de son côté sur le web et une meilleure visibilité sur les réseaux sociaux pour maintenir son activité. « Je suis déjà en rapport avec quelqu'un pour m'aider à créer mon site à être mieux référencé. » Même son de cloche chez Auders Daka, « avec internet, davantage de commandes peuvent être prises, un vrai plus pour mon établissement. »

Surfant sur l'engouement de certains « petits » commerçants, Cédric Fouché a fondé Ealis Digital, un start-up qui se propose d'accompagner les entreprises dans leur mutation vers une meilleure visibilité en ligne. « Promouvoir les produits sur Internet aujourd'hui est nécessaire. Nous sommes à l'écoute des commerçants et tentons de cerner leurs besoins en fonction de leur stratégie. J'ai envie de participer à cette forme de révolution qu'opère le commerce local. » Selon la CCI, seulement 38 % des commerçants ont un site internet.

Rachidath SARRE KOTO @KotoSarre

SOCIÉTÉ

Qui a le droit de savoir ?

Ce soir, à l'université occupée place de la Victoire, Hugo Fourcade jouera sa « conférence gesticulée », un format hybride entre cours magistral et humour.

Vous allez jouer ce soir dans une université occupée. Ce contexte entre en résonance avec votre parcours d'étudiant militant et avec le propos de votre conférence...

En effet, l'année dernière, j'avais présenté cette conférence ici et la fac était déjà occupée ! Le fait que cela se reproduise, à un an d'écart, cette fois avec des Gilets Jaunes et des travailleurs, ça dit quelque chose du contexte politique dans lequel on est. Ça bouillonne.

Dans les AG, on entend parler « d'éducation populaire », d'université « ouverte » et de « réappropriation des savoirs ». Quel regard portez-vous sur la contestation actuelle ?

Pour moi, revenir à l'université, c'est un peu assurer la transmission. Les luttes sociales sont éphémères, c'est très difficile de passer la mémoire de ces expériences. En 2008, on se battait contre la LRU (Loi de Réforme de l'Université), qui était le premier pas vers la privatisation de l'Université. Tout ce qu'on redoutait est arrivé encore plus vite que prévu. Les fusions d'universités, la mise en concurrence des laboratoires, et récemment, la sélection à l'entrée avec

Parcoursup. En 1986, la loi Devaquet envisageait la possibilité que les universités établissent un différentiel sur les frais d'inscription. Et concrètement, c'est la seule chose qui reste. C'est sûrement la prochaine étape.

Quels questionnements votre conférence cherche-t-elle à soulever ?

Je cherche à montrer l'aspect paradoxal des savoirs. Ce sont des outils d'émancipation, mais aussi de dépossession et d'oppression, selon l'utilisation qui en est faite. La conférence marche sur une corde raide entre ces deux pôles. Tout le monde est touché par le savoir, mais la vraie question, c'est : qui a le droit de dire « j'ai des savoirs » et d'en tirer une légitimité ? On essaye de s'adresser à tout le monde, quel que soit le parcours scolaire, du Bac+12 à la personne qui n'est jamais allée à l'université.

Justement, comment adapter un texte dans une visée d'éducation populaire ?

Dans mon cas, ça été une réécriture constante pendant cinq ans. On a eu des retours contradictoires. On nous a dit que c'était « anti-intellectuel », puis que c'était un discours



Docteur en sciences de l'éducation et co-fondateur de l'Université Populaire de Bordeaux, Hugo Fourcade évoque les enjeux de l'accès aux savoirs.

« d'intellos » auquel on ne comprenait rien ! On l'a joué pour des gens et des lieux très différents. Parfois, certaines blagues ne fonctionnent pas. Cela amène à se demander « pourquoi je dis ça ? », « à qui je veux parler ? ». Si je cite une référence, par exemple Bourdieu, je la réécrit de sorte à ce qu'on puisse comprendre, même si on n'a jamais entendu parler de sociologie. Plus globalement, il faudrait voir la science et l'histoire autrement. Elles ne sont souvent pensées qu'à travers des « grands hommes ». Alors qu'en réalité beaucoup de découvertes ont été faites par des gens normaux qu'on a oubliés.

Jeudi 12 décembre - 19h
Université de Bordeaux
Campus de la Victoire - Amphitheâtre

Pauline SENET @PaulineSenet

BRÈVES DE CULTURE

Prix Roman des étudiants

L'écrivaine de 31 ans Emma Becker a reçu mercredi le prix Roman des étudiants France Culture-Télérama 2019 pour son livre *La Maison*. Elle y raconte la vie dans deux bordels berlinois en s'affranchissant des clichés du monde de la prostitution.

La Maison, Emma Becker, éd. Flammarion (2019)

Des fleurs hivernales

Narcisse ou la floraison des mondes : la nouvelle exposition de la Frac a ouvert samedi dernier. Au détour d'une balade colorée, le visiteur est invité à découvrir l'importance de la fleur dans l'art contemporain.

Du mardi au samedi de 13h à 18h, jusqu'au 21 mars 2020 au Frac Nouvelle-Aquitaine MECA.

Le spectacle continue

Décors et éclairages réduits pour la première de *Cendrillon* à l'ONB mardi soir. Le personnel technique en grève représentait 10% de l'institution. Avec l'accord du chorégraphe David Bintley, la représentation a tout de même eu lieu, aucun artiste ne s'étant déclaré gréviste.

Cendrillon, jusqu'au 31 décembre 2019 à l'ONB.



La mobilisation du personnel technique de l'Opéra s'est tenue mardi soir devant l'institution.